

EDITO

Côte d'Ivoire : beaucoup de mesures et de vent

Par *Israël Guébo**

I l y a quelques semaines, dans le cadre de la lutte contre le phénomène (la drogue) « Kadhafi », des « descentes inopinées » ont été effectuées par les forces de l'ordre à « Roxy ». Si vous n'êtes pas à Abidjan, il s'agit du plus grand marché de produits pharmaceutiques illégaux. Pour cette opération menée mi-septembre 2023, « ce sont au total 175 boîtes de médicaments de qualité inférieure et falsifiés (MQIF), 350 plaquettes de comprimés, 42 flacons de sirops, 60 petites boîtes de comprimés, 500 gélules d'oxytétracycline et 75 seringues qui ont été confisqués », indique une note des services de police en ajoutant : « Par ailleurs, le marché Roxy est fermé ».

Roxy est fermé ? Encore ? Je ne me souviens plus le nombre de fois où j'ai entendu cette phrase : « Roxy est fermé ». Pourtant, en s'y promenant quelques semaines après, les étals seront toujours là, tenus par des vendeurs qui ne devraient pas avoir pignon sur rue.

Faisons un peu d'histoire. C'est en 1972 que ce grand marché parallèle est inauguré. Au fil du temps, il devient un vaste réseau de médicaments illicites, «



avec 30% des médicaments frauduleux du pays », selon le ministère de la Santé. « Un gigantesque souk en plein air où analgésiques, antibiotiques, antipaludiques et antirétroviraux échappent aux circuits pharmaceutiques officiels », s'alarme-t-on.

De part et d'autre traînent toutes sortes de comprimés, parfois sans emballage et vendus sans notice. Le rôle de « pharmaciennes » est tenu par des femmes qui, pour la plupart, sont analphabètes et sans aucune formation médicale. Les autorités estiment à 8 000 le nombre de vendeuses de ces produits toxiques et dangereux. Dans mes souvenirs, plusieurs tentatives de fermetures de ce marché se sont avérées vaines.

Le journal Le Monde rappelle qu'en 2015, alors ministre ivoirienne de la santé, Raymonde Goudou Coffie, avait promis de s'attaquer à ce trafic en annonçant la destruction du marché d'Adjamé Roxy. « Un grand nombre de problèmes de santé résultent de l'utilisation des médicaments contrefaits. Ces médicaments sont le plus souvent à l'origine d'insuffisances rénales, d'hépatites, d'arrêts cardiaques, de perforations digestives, de cancer et de bien d'autres maladies », avait-elle déclaré à cette époque.

La même année, le gouvernement avait mis en place un système de couverture maladie universelle (CMU). Et plusieurs tonnes de médicaments illicites avaient été saisies à Adjamé Roxy par le Comité de lutte contre le trafic illicite et la contrefaçon des médicaments (Cotramed). Quelques semaines après cette grosse annonce médiatiquement portée, cette jungle du faux médicament s'était remise en place. Au nez et à la barbe des autorités locales. Deux ans plus tard, en mai 2017, une centaine de policiers avaient pris d'assaut le marché Roxy. Détruisant les échoppes en tôles des commerçantes avec une saisie de plus de 30 tonnes de médicaments. Rebelote. Quelques jours seulement, Roxy tenait debout. Le 6 octobre de la même année, une autre opération de déguerpissement avait eu lieu. Puis en décembre 2018 où 4 tonnes de ces médicaments avaient été saisies dans deux magasins de stockage. « *En 2021, dans le cadre des opérations de déguerpissement sur le boulevard Nangui Abrogoua et ses voies adjacentes, la rue longeant l'ex-cinéma Roxy, occupée par de nombreuses vendeuses de ces produits pharmaceutiques, a été également nettoyée. Bien d'autres opérations ont été menées par les autorités sanitaires en collaboration avec les forces de l'ordre dans la lutte contre la vente des médicaments prohibés* », rappelle le site d'information Connection Ivoirienne. Et donc, quand le service de sécurité annonce la « *fermeture de Roxy* », cela peut faire sourire. Et c'est à juste titre. Parce que le nombre de décisions d'envergure prises et qui n'ont pas été suivies est légion. Je voudrais en rappeler deux aux souvenirs de mes lecteurs.

En 2013, le gouvernement ivoirien a interdit « *la production, l'importation, la commercialisation, la détention ou l'utilisation des sachets plastiques* ». J'ai encore en mémoire la tonitruante « *phase de répression* ». Anne Désirée Ouloto, à cette époque, ministre ivoirienne de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement durable, était descendue sur le terrain « *pour inaugurer cette phase répressive* ». À ses côtés, un important dispositif d'agents de sécurité. Fait marquant dans cette opération, la mise sous scellés de trois entreprises qui s'adonnaient encore à la production de sachets plastiques. « *L'opération de répression commencée (...) ne s'arrêtera pas et le Gouvernement ne reculera devant rien, car la patience a des limites* », prévenait-elle au terme de sa visite de terrain. Dix ans après, le pays est toujours autant inondé de sachets plastiques. Partout.

En avril 2015, le gouvernement ivoirien annonçait que « *la fabrication, la commercialisation et l'utilisation de certains produits éclaircissants sont interdites en Côte d'Ivoire* ». Une décision du Conseil des ministres qualifiée de « *première en Afrique de l'Ouest* ». Huit ans après, ce décret n'a pas changé la donne. Les produits sont toujours en vente au vu et au su de tout le monde dans une ville où « *53 % des femmes âgées de 15 à 45 ans, sans distinction de catégorie socioprofessionnelle* » utilisent des produits éclaircissants pour obtenir une « *peau claire* » (selon le professeur Joseph Elidjé Ecra, du service de dermatologie d'un centre hospitalier universitaire abidjanais en 2015).

On fait quoi ?

Les trois exemples sus cités (et qui ne sont pas exhaustifs) ont en commun des annonces en grandes pompes et un suivi au compte-gouttes. Pourtant, les conséquences sont énormes. Tenez, rien que pour la question de Roxy et les faux médicaments, « le secteur pharmaceutique légal enregistre chaque année une perte de plus de 40 milliards de francs CFA, dont plus de 5 milliards de taxes destinés à l'État ». Plus globalement en Afrique, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) indique que « ces produits sont à l'origine de près de 100 000 décès par an », avec une grande part en Afrique subsaharienne, la plus touchée par ce trafic.

Roxy, les produits éclaircissants, les sachets plastiques... Il s'agit de problèmes de santé et d'hygiène publique. Et en la matière, la rigueur la plus absolue devrait être appliquée et le suivi des mesures permanent.

Si rien n'est fait, c'est aussi parce qu'à chaque niveau de l'échelle des valeurs, il y a des gens et des agents de l'État qui préfèrent fermer les yeux, ouvrir leurs poches pour recevoir quelques

billets de banque et laisser prospérer ces phénomènes dangereux. Il y a un nom simple pour cela : *la corruption*. Sport national, conséquence pour tous.

“il y a des gens et des agents de l'État qui préfèrent fermer les yeux, ouvrir leurs poches pour recevoir quelques billets de banque et laisser prospérer ces phénomènes dangereux. Il y a un nom simple pour cela : la corruption.”

Dans toute la chaîne, il faut un engagement collégial. Une police irréprochable, des agents de santé consciencieux, un « ministère de la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption » plus attentif, un parlement qui demande des comptes

au gouvernement sur les différentes décisions et leur application, une justice qui poursuit les personnes qui transgressent les différentes décisions, des médias qui informent, éduquent et sensibilisent en permanence, des ONG qui dénoncent et s'engagent sur le terrain pour faire pression. Mais j'imagine qu'ils le savent déjà. Hélas, dans quelques années, les conséquences de notre mutisme nous reviendront à la figure. Et il sera peut-être trop tard.

**Israël Guébo a travaillé comme journaliste pour des médias ivoiriens, panafricains et internationaux. C'est un communicant, expert du numérique, qui a accompagné de nombreuses institutions nationales et internationales dans la structuration, l'optimisation et le déploiement de leur communication. Depuis plus de 20 ans, il est engagé en Côte d'Ivoire en travaillant à la transformation sociale par des formations et des actions citoyennes auprès des populations. Il est écrivain, auteur de 3 livres.*